

16 FÉVRIER 2021 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Bonjour à toutes et tous. Nous sommes ici en Salle des fêtes à l'Élysée avec les journalistes présents et en visio avec les capitales africaines concernées. Je vous remercie de votre présence. Nous venons d'achever à l'instant même nos discussions de Sommet de N'Djamena, après des échanges qui se sont tenus hier en huis clos avec les dirigeants des 5 pays du Sahel et moi-même. Je voulais faire le bilan avant de répondre à vos questions.

D'abord, ce sommet intervient un an après Pau et le sommet que nous avons tenu en début d'année 2020, qui avait été un moment de clarification. À Pau, nous avons pu obtenir d'abord une clarification de la demande de nos partenaires sahéliens de maintenir notre présence militaire et de leur volonté de prendre leur part dans la lutte contre les groupes terroristes. Nous avons aussi à Pau tenu une clarification ou plutôt un rappel de l'ennemi que nous affrontions - et je pense que c'était un des points importants de cette réunion.

La France, en effet, n'est pas comme, parfois, certains ont pu le dire, ou essaient de manipuler cette information, impliquée dans des guerres ethnico-communautaires. Non. Notre présence sur place a été sollicitée par les États. Elle est en soutien de la souveraineté de ces États et nous nous battons contre un ennemi commun qui nous a aussi déjà frappés sur notre territoire, dont l'agenda est international et qui a fait du Sahel son principal terrain de croissance, menaçant la stabilité de toute l'Afrique de l'Ouest. Cet ennemi, évidemment, c'est le terrorisme islamiste et nous avons très clairement identifié la cible de l'EIGS, qui est notre principal ennemi sur lequel nous nous sommes concentrés durant cette période. En effet, l'agenda du RVIM, affilié à Al-Qaïda, et de l'EIGS, ce n'est pas simplement Kidal ou Bamako, mais c'est de frapper plus loin, demain Abidjan, Dakar, d'autres horizons et de continuer à prospérer. Et je veux ici rappeler que les principales victimes de ce terrorisme, ce sont les populations civiles des États du Sahel et ensuite les militaires sahéliens et nos militaires.

À Pau, nous avons également très clairement clarifié nos priorités opérationnelles qui sont la conséquence de cette définition de l'ennemi. Face à l'urgence du moment, notre effort militaire a été concentré dans une zone précise que vous pouvez voir sur la carte, qui fait figurer les emprises, justement, et la présence de Barkhane. Notre effort militaire a été concentré dans une zone précise qui est la région des Trois Frontières et contre, je le disais, un ennemi précis : EIGS. Cette priorisation nous a permis d'obtenir des résultats. Je vais là-dessus y revenir, mais elle ne nous a pas empêché pour autant de continuer à lutter, comme je le disais, contre différentes factions du RVIM, dont Ansar Dine au nord-est, la Katiba Macina dans le centre du Mali, et des ennemis subsidiaires avec de véritables victoires militaires, la neutralisation de DROUKDEL, chef militaire du RVIM en juin dernier. Et également, là aussi, on pourra revenir sur la neutralisation de Bah Ag MOUSSA en novembre dernier. Tous ces groupes ont subi une pression militaire et plusieurs de leurs cadres parmi les plus hauts ont été tués au cours de ces opérations parfois récentes. Cet effort militaire défini à Pau a donc permis des victoires, nous a permis d'obtenir des résultats et a sauvé une deuxième fois le Sahel.

La situation de novembre-décembre 2019, je veux vous le rappeler, c'est un triangle Mali-Niger-Burkina qui était au bord de la rupture, des armées lourdement frappées, des armées sahéliennes qui étaient aussi largement démoralisées. Pau est consécutif à une visite que j'ai effectuée quelques jours avant Noël au Niger, qui venait de perdre plus de 80 militaires, tués ou blessés, juste après le coup très dur que nous avons nous mêmes subi en novembre. Des messages alarmistes de nos interlocuteurs nous parvenaient sur les conséquences politiques de cette situation.

Le sursaut décidé à Pau a permis un renversement du rapport de force militaire, mais aussi un ressaisissement moral des armées de la région et la relance de leur dynamique opérationnelle. La

réussite de cette stratégie, telle que nous l'avons définie à Pau est partenariale. Nous avons approfondi notre coordination avec les armées sahéniennes par un mécanisme de commandement conjoint à Niamey, la relance d'opérations conjointes d'envergure comme Bourrasque et Éclipse. Nos partenaires européens ont également pris leur part au travers de la montée en puissance de la force Takuba, j'y reviendrai également, et ils sont désormais engagés à nos côtés aux côtés des Sahéliens dans des opérations de combat et pas simplement dans des actions de formation.

Et la réussite de Pau n'est pas seulement une réussite militaire, c'est aussi une réussite démocratique. Deux Etats sahéniens ont conduit ou sont en train de conduire un processus électoral de manière pacifique, ce que peu ont envisagé il y a un an, comme le Burkina Faso qui a achevé ses élections. J'ai pu féliciter le président KABORE de sa réélection et le Niger est en train de l'achever avec un premier tour qui s'est tenu dans le calme et un deuxième tour qui est prévu pour avril, permettant à ce pays de vivre, je le dis aussi, parce que c'est un moment extrêmement important, sa première transition démocratique pacifique depuis l'indépendance dans le contexte que nous connaissons et c'est une victoire collective politique.

Le coup d'État au Mali de l'été dernier a pénalisé la mise en œuvre de la feuille de route de Pau, mais la mise en place des autorités de transition ouvre très clairement une nouvelle fenêtre d'opportunité. Le coup d'État d'août 2020 à Bamako a interrompu la mise en œuvre de cette feuille de route, car il a été précédé d'une longue crise politique qui a entraîné une période d'immobilisme avant le coup d'État, puis de flottement bien légitime avec des discussions régionales, nationales, jusqu'à la mise en place des institutions de transition. Les autorités de transition maliennes sont désormais réalignées sur les trois axes fondamentaux dans lesquelles nous les attendons. Et j'ai pu l'apprécier lors de la visite à Paris du président N'DAW. La feuille de route de la Cédéao, pour la tenue des élections dans un délai de 18 mois. La feuille de route de Pau en matière de lutte contre le terrorisme. Tous les engagements pris pour les FAMa ont été tenus par les autorités de transition. Je le dis ici avec beaucoup de clarté. Et la relance de la mise en œuvre des accords d'Alger, comme en atteste la tenue symbolique du comité de suivi à Kidal le 11 février, qui était l'engagement qu'avait pris le président de la transition à mon égard et qui a été scrupuleusement tenu et qui, je pense, est un réengagement des autorités politiques, en particulier dans la région de Kidal, ô combien sensible, qui est extrêmement forte. En quelques mois, je dois bien dire que ces autorités de transition ont donné plus de gages que les autorités précédentes en 3 ans. Ce réalignement avec les nouvelles autorités de transition maliennes, pleinement constaté lors de la visite du président N'DAW à Paris, combiné à une situation post-électorale au Burkina Faso et au Niger, ouvre une fenêtre d'opportunité pour effectuer des percées militaires, civiles et politiques.

C'est dans ce contexte que je voulais ici préciser que nous allons tenir ce sommet de N'Djaména, qui est un moment d'amplification de la dynamique de Pau. D'abord, une amplification de la dynamique militaire. En effet, nous avons pu acter dans les semaines de préparation du sommet de N'Djaména, puis dans le huis-clos de hier après-midi aujourd'hui, une consolidation de la stratégie militaire que je viens d'évoquer et que nous avons définie il y a un an. D'abord, une consolidation des acquis obtenus dans la région des trois frontières. C'est le sens du déploiement du bataillon tchadien qui a quitté le Tchad la semaine dernière, qui sera positionné dans les prochains jours dans la région et qui permettra de consolider l'ascendant pris sur les groupes terroristes de cette zone. Nous avons vu les images. Nous sommes en train de clarifier avec le président du Burkina Faso en particulier, le positionnement du bataillon tchadien, mais il va permettre de venir compléter le dispositif Barkhane et l'implication des forces conjointes G5 Sahel dans cette zone qui est celle que j'évoquais, sur laquelle nous concentrons nos efforts depuis l'année dernière, en particulier dans le Nord-Est burkinabé que pouvez voir sur cette carte, une zone extrêmement sensible de non-droit autour de Markoye qui s'est structurée, sur lesquelles le bataillon tchadien va venir justement appuyer.

Ensuite, une convergence pour un effort ciblé sur la haute hiérarchie du RVIM. Concrètement, nous avons ces dernières semaines consolidé une convergence avec nos interlocuteurs du G5 Sahel pour considérer que Iyad Ag GHALY et Amadou KOUFA sont des ennemis et en aucun cas des interlocuteurs.

Ils sont des chefs terroristes qui ont la mort de milliers de civils sur leurs responsabilités et de nos militaires sahéniens, européens et internationaux. L'objectif n'est pas de produire dans le Nord-Mali un effort symétrique à celui que nous avons produit dans la zone des Trois frontières. Les caractéristiques des deux groupes et des deux situations sont clairement distinctes et le demeurent. Il s'agit de poursuivre et achever la désorganisation d'une chaîne de commandement déjà très affaiblie par les disparitions de DROUKDEL et Ba Ag MOUSSA, que j'évoquais tout à l'heure en juin et novembre dernier.

Nous avons aussi acté le renforcement de la pression militaire sur la Katiba Macina avec une extension de la dynamique opérationnelle dans le fuseau ouest qui est en cours de planification au travers de discussions entre les états-majors maliens et mauritaniens dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel. Cette priorité, cette lutte contre les groupes terroristes, cette poursuite de notre action, est évidemment la priorité des priorités sur le plan militaire. Elle se complète d'une consolidation de la force conjointe G5 Sahel, qui a fait d'immenses progrès depuis un an. Je ne les détaillerai pas ici, mais on pourra y revenir au-delà de ce que je vous ai déjà dit.

Notre volonté est maintenant de consolider cette force conjointe G5 Sahel par un financement pérenne. Nous avons eu là aussi de nombreuses discussions. L'Union européenne était au rendez-vous de ses engagements financiers permettant les équipements. L'UEMOA a pris des premiers engagements aussi qu'elle a honorés. Nous devons continuer à financer cette force conjointe dont les coûts de fonctionnement annuels ont été identifiés à 40 millions d'euros et obtenir de nos partenaires internationaux, en particulier du Golfe, de la région et d'Europe et des Etats-Unis, et notre volonté est aussi d'obtenir un mandat onusien sous chapitre 7 dans les mois qui viennent pour cette force conjointe du G5 Sahel et permettre un financement pérenne.

À côté de cette amplification de la dynamique militaire, N'Djaména a permis, c'est le deuxième point que je voulais ici souligner, le déclenchement d'un sursaut civil pour compléter le sursaut militaire. En effet, le constat que nous pouvons établir, c'est que le pilier militaire a produit des résultats attendus au rythme attendu durant l'année écoulée, malgré la crise Covid. Les ressources pour une poussée sur l'axe du développement sont là.

L'Alliance pour le Sahel, qui a été formée en juillet 2017, a rassemblé un portefeuille de 900 projets et 16 milliards d'euros. Nous avons aussi remobilisé les financements internationaux sur la Grande Muraille verte en début d'année, ici même, avec le président mauritanien. Mais il y a un chaînon manquant qui est l'échelon minimal d'une présence de l'État dans les zones les plus vulnérables. C'est cette défaillance que l'élan de N'Djaména doit corriger. De manière très concrète, cela passe par un réengagement profond du Mali, du Burkina et du Niger à déployer pour l'action civile un dispositif comparable à celui qui a été mis en place pour l'action militaire, c'est-à-dire une action interministérielle, pilotée au plus haut niveau par les chefs d'État eux-mêmes, un pilotage hebdomadaire, une coordination très étroite pour identifier tous les projets, nous assurer de la bonne gouvernance de ces projets et permettre justement du retour de l'État et des projets de développement une fois que la victoire militaire est obtenue. C'est la mise en œuvre de l'esprit de Pau où, je vous le rappelle, nous avons défini 4 piliers.

Premier pilier, la lutte contre le terrorisme. Je viens de l'évoquer. Deuxième pilier, le renforcement des capacités militaires sahéniennes avec la force conjointe G5. Troisième pilier, le retour de l'État et de l'administration dans toutes ses composantes. Et le quatrième pilier, la politique de développement. C'est autour de ces piliers 3 et 4 qu'il faut maintenant avoir la même force, si je puis dire, politique. Car dès que nous libérons une zone, il faut que l'État revienne, les services de l'État. Tout ça, évidemment, concerne l'ensemble de la région.

Mais nous avons identifié à court terme des objectifs clairs avec le déploiement de forces de sécurité intérieure, de magistrats, la réouverture d'écoles, et avec aussi des cas, si je puis dire, pleinement mesurables et des objectifs que nous nous sommes donnés : Kidal où nous le savons, le retour de l'État est attendu depuis des années et donc c'est un retour de l'ensemble des services de l'État malien qui est

est attendu depuis des années et donc c'est un retour de l'ensemble des services de l'État malien qui est attendu. Nous avons ensuite un défi sur l'axe Mopti/Gao, qui est bien connu, vous pouvez voir sur cette carte où, là aussi, c'est un retour de l'État dans toutes ses composantes qui doit être construit. Puis l'axe Ouagadougou/Kaya/Dori, où là aussi, c'est un retour de l'État sur le plan de la sécurité, de la justice et de l'école. Et je dirais le quadrilatère Téra, Dori, Douentza, Gao, Ménaka, qui est au fond le cœur même de la zone des Trois Frontières, Burkina, Mali, Niger et celui où il faut concentrer ces actions de retour de l'État. Pourquoi ? Parce que si on veut, dans la durée, obtenir le soutien des populations civiles, une fois qu'on a vaincu les djihadistes, il est indispensable de faire revenir la sécurité à la main de l'État souverain. Il est indispensable de faire exercer la justice pour éviter toutes les exactions et les impunités et il est indispensable de rouvrir les écoles. Dans la zone Nord-Est du Burkina, on a aujourd'hui plusieurs milliers d'écoles, de classes, qui sont fermées. Et donc c'est sur ce volet que nous avons décidé de ce sursaut, de cette volonté d'avancer très clairement avec des points hebdomadaires que pilotera l'envoyé spécial que j'ai donc nommé en soutien de ces initiatives et du G5 Sahel.

Enfin, et c'est la troisième remarque que je voulais faire, c'est une amplification de la dynamique collective que nous avons tenue à N'Djaména. Pau avait marqué l'avènement d'une coalition internationale dans le Sahel pour lutter contre le terrorisme. C'est cela que nous poursuivons avec des avancées très concrètes. D'abord sur le plan militaire, la participation d'un nombre sans précédent de partenaires à ce sommet, en particulier les États contributeurs à la task force Takuba. Takuba, je vous le rappelle, c'est notre volonté de rassembler des forces spéciales européennes pour avoir une force d'accompagnement des Forces armées maliennes au combat. La France aura un rôle pilier où nous serons très investis avec plusieurs centaines de combattants, mais d'agréger autour de nous des Européens, des internationaux. Lancée le 27 mars 2020, la task force Takuba comporte désormais 9 partenaires : France, Suède, République Tchèque, Estonie, Italie, Danemark, Portugal, Belgique et Pays-Bas. Et elle suscite l'intérêt d'un nombre croissant de pays, en particulier d'Europe de l'Est et du Sud, j'ai eu également ici même, il y a quelques semaines, la confirmation du président serbe de se joindre à celle-ci. Nous avons également plusieurs pays européens, la Hongrie ou la Grèce, pour ne citer qu'eux, qui sont volontaires pour rejoindre cette task force. On a aussi proposé à des États, en particulier de la région et les États côtiers de se greffer aux opérations menées par les forces internationales.

Ensuite, lors de ce sommet de N'Djaména, nous avons eu clairement un premier signal aussi de réengagement de la nouvelle administration américaine avec un message vidéo du Secrétaire d'État BLINKEN. Nous avons également eu une confirmation d'un réengagement algérien et marocain dont je me félicite, car il est important pour la stabilité de la région. Nous avons pu mettre en place un Haut représentant de la coalition qui sera un visage sahélien pour être garant de la bonne progression des piliers au même rythme et pour susciter des engagements supplémentaires au profit du Sahel. La priorité opérationnelle, pour conclure, des mois à venir, c'est de nous donner tous les moyens d'accompagner cette dynamique et de produire des avancées irréversibles. Des évolutions sans doute significatives seront apportées à notre dispositif militaire au Sahel en temps voulu. Mais elles n'interviendront pas dans l'immédiat car elles seront d'abord le fruit d'une discussion collective avec nos partenaires sahéliens et avec les partenaires qui ont accepté de nous suivre, et elles seront fonction des résultats obtenus et du degré d'engagement effectif de nos partenaires. Ce serait en effet paradoxal d'affaiblir notre dispositif au moment où nous disposons d'un alignement politique et militaire favorable à la réalisation de nos objectifs. C'est pourquoi des jalons précis ont été fixés. Nous aurons donc, des points hebdomadaires qui seront faits sur la mise en œuvre de ces engagements. Une nouvelle réunion avec les chefs d'États du G5 Sahel se tiendra au printemps pour faire un point d'étape sur l'ensemble de ces piliers et un sommet de la coalition se tiendra avant l'été pour faire un point sur les avancées concrètes et sur les financements. Je ne veux pas être plus long, mais je voulais détailler à la fois les réalisations suite à Pau et les avancées de ce sommet. Je vais maintenant répondre à vos questions.

